

INTRODUCTION

DIFFUSIONS, FRICTIONS ET INÉGALITÉS SPATIALES

Catherine BAUMONT*, Rachel GUILLAIN**

« Favoriser le développement économique » et « lutter contre les inégalités territoriales » sont deux objectifs des décideurs publics. D'un côté, les disparités et les fractures territoriales sont sources de dysfonctionnements : elles portent préjudice à la croissance et créent des tensions sociales, quelles que soient les échelles spatiales considérées. Ces principes fondent un ensemble de politiques publiques. Par exemple, la politique de Cohésion européenne vise à amoindrir les inégalités de développement entre les régions européennes qui se renforcent au fur et à mesure de l'histoire de la construction de l'Union européenne. Au sein des villes, les politiques publiques tentent de lutter contre la ségrégation urbaine.

D'un autre côté, créer les conditions de croissance des territoires et assurer les moyens de leur développement économique semble aller de pair avec une diminution des inégalités. Pourtant, les relations entre disparités et développement économique des territoires sont complexes. L'Économie géographique propose un cadre cohérent pour comprendre l'inégale répartition des populations et des activités économiques. Dans les modélisations récentes, la structure centre-périphérie initialement mise en évidence par Krugman (1991) a laissé place à d'autres visions de l'organisation des territoires : à une phase d'agglomération peut succéder une phase de dispersion des activités économiques, tendance caractérisant la distribution des activités appelée « courbe en cloche ». Ceci appelle des remarques quant à l'évolution des disparités territoriales en lien avec le développement économique des territoires.

La première remarque concerne l'agglomération des richesses sur les territoires. Thisse et Prager (2009) la considèrent comme « la contrepartie territoriale de la croissance tant les processus à l'œuvre dans les deux cas se ressemblent ». Duranton et Puga (2004), en clarifiant les propos de Marshall (1890), identifient les fondements microéconomiques aux mécanismes d'agglomération : *sharing* (partage), *matching* (appariement) et *learning* (apprentissage). Trois arguments fondent le *sharing* : le partage de biens ou d'équipements indivisibles (infrastructures locales), des risques (les entreprises gagnent à se regrouper pour limiter les effets des fluctuations du marché) et des gains issus du partage d'inputs spécialisés. Le *matching* traduit le meilleur appariement sur un marché local entre employeurs et employés, entre acheteurs et fournisseurs, globalement entre agents en situation d'interactions économiques. L'appren-

* LEDi, UMR CNRS 6307, Université de Bourgogne ; catherine.baumont@u-bourgogne.fr

** LEDi, UMR CNRS 6307, Université de Bourgogne ; rachel.guillain@u-bourgogne.fr

La réalisation de ce numéro thématique s'inscrit dans le cadre du programme de recherche PARI SHS 5 « Régions d'Europe et territoires » soutenu par le Conseil Régional de Bourgogne.

tissage (*learning*) est favorisé par les interactions directes répétées possibles dans la proximité urbaine et la diversité de l'environnement urbain est un catalyseur pour l'innovation car il favorise la recherche et l'expérimentation. L'agglomération des activités économiques et des populations est alors une organisation territoriale économiquement efficace : elle permet de diminuer les frictions liées à la distance dans les interactions économiques, même si son corolaire est une augmentation des inégalités. Les décideurs publics sont face à un arbitrage « qui porte sur l'efficacité globale du territoire et l'équité spatiale à l'intérieur de ce territoire » (Thisse et Prager, 2009).

La seconde remarque porte sur la phase de dispersion, à terme, des activités. Cette phase s'explique par l'émergence de forces de dispersion souvent engendrées par les forces d'agglomération (congestion, hausse des coûts fonciers, des salaires, etc.), qui rendent les territoires périphériques attractifs. Cette phase conduit à un rééquilibrage dans la distribution des activités économiques et par conséquent, à une diminution des inégalités. Cependant, celle-ci reste théoriquement et empiriquement difficile à appréhender. Tout d'abord, la question est celle de la position de l'économie dans la courbe en cloche. A titre illustratif, la re-dispersion des activités au sein de l'Union européenne n'est pas observée (Duboz *et al.*, 2009). Est-ce à dire que le processus d'intégration n'est pas suffisamment avancé pour constater un tel mouvement ? Une réponse précise nécessite d'estimer les coûts d'échanges et leurs évolutions potentielles au sens entendu dans les modèles d'Économie géographique, ce qui, en l'état actuel des connaissances, pose des difficultés de calibrage. Le degré de complexité augmente dès lors qu'une différenciation entre les activités est envisagée : tous les secteurs n'ont pas a priori les mêmes potentiels de redéploiement, ni les mêmes temporalités. Ensuite, l'échelle de la phase de dispersion est d'importance. Si la courbe en cloche est robuste à différentes hypothèses, notamment relativement à la mobilité des travailleurs (Combes *et al.*, 2006), les enseignements sont plutôt relatifs à une échelle régionale. Il est difficile de les transposer directement à une échelle urbaine par exemple. Enfin, le rééquilibrage territorial par diffusion par cercles concentriques autour d'un centre économique moteur, ou dans un système urbain régional et hiérarchique, n'est envisageable que sous condition d'un environnement local favorable (infrastructures, capital humain, etc.). Thisse et Prager (2010) concluent que les effets de diffusion restent limités, ils se heurtent à des frictions si un ensemble de conditions politiques, sociales et culturelles ne sont par réunies.

Finalement, les conjectures de l'Économie géographique sont en faveur de la formation d'un espace « en peau de léopard » aux différentes échelles territoriales (Combes *et al.*, 2006). La structure centre-périphérie émerge à des échelles spatiales réduites : dans les régions urbaines comme autour du Grand Londres dans le Sud-Est de l'Angleterre ou autour de Toulouse en Midi-Pyrénées mais aussi dans les villes avec des quartiers huppés opposés à des quartiers où se cumulent difficultés socio-économiques qualifiant la ségrégation (Baumont et Guillain, 2013). Ce schéma coexiste avec des forces de rappel qui limitent l'agglomération voire favorisent la dispersion. Les inégalités se modifient au sein des espaces mais ne disparaissent pas.

Ce numéro rassemble sept contributions qui apportent un éclairage descriptif et explicatif à ces nouvelles articulations territoriales et en soulignent notamment deux aspects. Premièrement il s'agit de rendre compte des schémas de répartition des activités économiques à différentes échelles. En effet, si l'Économie géographique rend surtout compte de configurations spatiales complètement agglomérées ou dispersées : la réalité semble être plutôt dans des situations intermédiaires. En outre, les configurations territoriales sont reliées aux situations productives locales et aux conditions socio-économiques, éléments peu intégrés en Économie géographique. Deuxièmement, il s'agit de mieux cerner les interdépendances dans les territoires et les effets de débordement qui en découlent. Les modèles fondateurs de l'Économie géographique sont des modèles à deux régions et le passage à n régions est loin d'être une évidence. En effet, en considérant deux régions, une seule possibilité d'interaction est à considérer : directe. Dès qu'une modélisation à trois ou n régions est envisagée, des interactions de deux natures sont à prendre en compte : directes et indirectes, ce qui complexifie l'analyse avec des effets actions-réactions à considérer (Behrens et Thisse, 2007).¹ Très peu d'études forment à proprement parler un test des modèles d'Économie géographique car les enseignements sont basés sur une modélisation à deux régions (Behrens *et al.*, 2009). Ertur et Koch (2007 ; 2011) ont dérivé une équation structurelle des modèles de croissance avec une prise en compte des effets de débordement entre les pays. Behrens *et al.* (2012) estiment structurellement les équations de gravité dérivées de modèles d'équilibre général spatial sur le commerce entre le Canada et les États-Unis. Les outils empiriques, notamment l'économétrie spatiale, sont plus avancés et permettent d'apprécier les conséquences des interdépendances entre les territoires.

Dans ce contexte, les deux premiers articles de ce numéro spécial dressent un état des lieux des disparités au sein des régions européennes. Le troisième article s'intéresse aux déterminants des disparités salariales en Grande-Bretagne.

Roberto Ezcurra étudie l'évolution du degré de polarisation au sein des 263 régions européennes appartenant aux 27 États membres. À partir d'une méthodologie basée sur des outils de l'analyse non paramétrique, l'auteur conclut en faveur d'une diminution du degré de polarisation du PIB par habitant entre les régions européennes entre 1995 et 2008. Cette baisse va de pair avec une diminution de la présence d'autocorrélation spatiale dans la distribution du PIB par tête entre les régions. En conséquence, la position géographique des régions est d'importance pour expliquer les modifications constatées dans la distribution du PIB par tête. Différentes explications théoriques peuvent sous-tendre ces tendances comme par exemple la politique régionale européenne ciblant la cohésion sociale et économique et la réduction des disparités. C'est l'angle privilégié par **Salima Bouayad Agha, Nadine Turpin et Lionel Vé-**

¹ « Dealing with these spatial interdependencies constitutes one of the main theoretical and empirical challenges NEG and regional economics will surely have to face in the future ».

drine. Les effets de l'objectif 1 de la politique de cohésion sont étudiés à l'aide d'une régression quantile. Dans une optique de réduction des inégalités, les programmes de l'objectif 1 sur la période 2000-2006 favorisent l'investissement dans les régions les plus pauvres de l'Union européenne. De nombreuses études empiriques sont focalisées sur l'effet moyen alors que l'Europe des 27 est hétérogène. A l'aide d'une régression quantile, l'analyse permet de mettre en évidence un impact différencié selon les quantiles des distributions des taux de croissance et d'investissement. Il en ressort que les programmes éligibles à l'objectif 1 sont bénéfiques aux régions à fort potentiel de croissance et non à celles présentant un faible potentiel; un résultat semblable est obtenu au niveau de l'investissement. Ainsi, l'hétérogénéité des régions ciblées par les politiques européennes doit être intégrée dans l'établissement des politiques de cohésion. **Bernard Fingleton et Silvia Palombi** abordent les disparités sous l'angle des salaires à l'échelle d'un pays de l'Union européenne. Ils analysent les disparités salariales au sein des 408 « *local authorities* » britanniques sur la période 1998-2010. Traditionnellement, la distribution des salaires est inversement liée à celle du chômage : cette relation, désignée sous le terme de « courbe des salaires », s'impose comme une loi empirique. Typiquement, sur un territoire donné, une corrélation négative est observée entre le niveau de salaire et le taux de chômage. L'objectif de cet article est de confronter le pouvoir explicatif de la courbe des salaires à celui de la Nouvelle Économie Géographique (NEG) et de l'Économie urbaine (UE). Dans ces théories, la référence n'est pas le taux de chômage mais le rôle du potentiel de marché (NEG) et des effets externes générés par la concentration des firmes et des travailleurs (UE). Les résultats obtenus, grâce à des techniques récentes de l'économétrie spatiale, sont en faveur du pouvoir explicatif de « la courbe des salaires ». Cependant, ce principe ne peut être tenu comme absolu car, théoriquement, la Nouvelle Économie Géographique et l'Économie urbaine rendent aussi compte des variations locales de salaires.

Les deux articles suivants apportent une compréhension du rôle de la structure territoriale sur le développement local.

Nadine Levratto et Denis Carré proposent une analyse de la croissance des établissements français sur la période 2003-2009 à l'aide de deux méthodes. La première intègre dans un modèle de croissance les variables qualifiant le territoire et la seconde repose sur la méthode structurelle-résiduelle (*shift-share*) permettant de dissocier l'effet structurel de l'effet géographique. Selon différentes études empiriques, la croissance des établissements dépend d'une part de caractéristiques qui leur sont spécifiques (taille et âge de la firme...) et d'autre part de leur environnement local. Au-delà du simple constat que la localisation compte dans la croissance des entreprises, cette étude permet de différencier l'importance des facteurs locaux, tangibles et intangibles, dans les performances de croissance des firmes. Dans une perspective similaire, **Roberto Basile, Cristiana Donati et Rosanna Pittiglio** s'intéressent au rôle de la structure locale industrielle sur la croissance de l'emploi dans l'industrie et dans les services à l'échelle des systèmes locaux de travail italiens (Local Labor System). L'analyse repose sur des modèles géo-additifs semi-paramétriques estimés sur trois périodes : 1981-1991, 1991-2001, 2001-2008. Cette approche permet notam-

ment d'affiner les rôles des externalités de localisation et d'urbanisation, de la concurrence locale et des économies d'échelle internes. Par exemple, la relation entre structure industrielle locale et croissance de l'emploi n'est pas linéaire : il existe un effet « plateau » pour l'effet de la densité sur la croissance de l'emploi et la diversification a un rôle positif sur la croissance de l'emploi manufacturier mais non linéaire sur les services. Cette approche permet de mieux cerner le fonctionnement des districts industriels et notamment d'expliquer les résultats souvent contradictoires sur le rôle des externalités de localisation et d'urbanisation.

Les deux derniers articles ont aussi pour objectif d'étudier le développement économique des territoires mais en considérant une échelle particulière, à savoir la ville, et selon deux angles différents.

Catherine Baumont et Rachel Guillain étudient le rôle des spillovers dans la croissance de 82 villes européennes sur la période 1990-2005. D'une part, la croissance économique des villes repose sur le climat urbain des affaires à savoir une concentration d'activités intensives en connaissance, génératrices de spillovers, qui minimisent dans les villes leurs coûts de transaction. D'autre part, la croissance est générée par les liens dus aux échanges que les villes établissent entre elles. Cet article propose une modélisation des schémas d'interdépendance entre les économies urbaines. Cinq schémas d'interactions sont élaborés reposant sur les proximités géographique, institutionnelle, organisationnelle et leur combinaison. L'impact de ces schémas est étudié avec les outils de l'économétrie spatiale pour statuer sur le rôle du capital de connaissance et des spillovers générés sur la croissance économique des villes. Les résultats montrent que les attributs locaux des villes européennes sont des déterminants essentiels à leur croissance économique. De plus, l'ensemble des schémas d'interactions sont influents pour les spillovers. Si la littérature pointe souvent le rôle trop important accordé par les chercheurs à la proximité géographique, les résultats montrent ici qu'elle n'est pas supplantée par d'autres formes de proximités. Dans une perspective de croissance des villes mais à l'échelle des quartiers, **Florian Mayneris et Loriane Py** proposent une revue critique de la littérature sur les programmes ciblés d'accès à l'emploi dans des territoires connus en France sous le nom de « Zones Franches Urbaines ». Ces politiques publiques présentent différents enjeux de développement économique et social du territoire concerné : favoriser la création d'entreprises et d'emplois dans des quartiers urbains présentant des difficultés socio-économiques, améliorer le bien-être des populations résidentes. Différentes évaluations *a posteriori* ont été menées mais elles présentent des conclusions contradictoires. Les auteurs examinent les éléments explicatifs de ces diagnostics contrastés : les difficultés mais aussi les nouvelles opportunités méthodologiques ; le rôle joué par les caractéristiques initiales et structurelles des zones étudiées et par les types d'incitations choisies. Les recommandations des auteurs sont en faveur de l'utilisation d'un cadre d'équilibre général pour statuer sur les impacts quantitatifs et qualitatifs des politiques zonées.

REFERENCES

- Baumont, C., Guillain, R., 2013, « Ségrégation spatiale, nouvelles approches, nouveaux résultats », *Revue Économique*, 64(5), pp. 765-774.
- Behrens, K., Thisse, J.-F., 2007, “Regional economics: A new economic geography perspective”, *Régional Science and Urban Economics*, 37(4), pp. 457-465.
- Behrens, K., Ertur, C., Koch, W., 2012, “A ‘dual’ gravity model: Using spatial econometrics to control for multilateral resistance”, *Journal of Applied Econometrics*, 27(5), pp. 773-794.
- Behrens, K., Lamorgese, A.R., Ottaviano, G.I.P., Tabuchi, T., 2009, “Beyond the home market effect: market size and specialization in a multi-country world”, *Journal of International Economics*, 79(2), pp. 259-265.
- Combes, P.-P., Mayer, T., Thisse, J.-F., 2006, *Economie Géographique, l'intégration des régions et des nations*, Economica, Paris.
- Duranton, G., Puga, D., 2004, “Microfoundations of urban agglomeration economies”, in Henderson, J.V., Thisse, J.-F., (Eds), *Handbook of Regional and Urban Economics*, vol. 4, Elsevier: North Holland Amsterdam, pp. 2063-2117.
- Duboz, M.-L., Guillain, R., Le Gallo, J., 2009, « Les schémas de concentration sectorielle au sein de l'Union européenne : l'Est miroir de l'Ouest ? », *Économie et Statistique*, 423, pp. 59-76.
- Ertur, C., Koch, W., 2007, “Growth, technological interdependence and spatial externalities”, *Journal of Applied Econometrics*, 22(6), pp. 1033-1062.
- Ertur, C., Koch, W., 2011, “A contribution to the theory and empirics of Schumpeterian growth with worldwide inter-actions”, *Journal of Economic Growth*, 16(3), pp. 215-255.
- Krugman, P.R., 1991, “Increasing returns and economic geography”, *Journal of Political Economy*, 99(3), pp. 483-499.
- Marshall, A., 1890, *Principles of Economics*, Macmillan, London.
- Thisse, J.-F., Prager, J.-C., 2009, *Les enjeux géographiques du développement économique*, Agence Française du Développement, Ferréol, Lyon.
- Thisse, J.-F., Prager, J.-C., 2010, *Économie géographique du développement*, Collection Repères, La Découverte, Paris.

Nous tenons à remercier Fabien Candau (Université de Pau), Coro Chasco Yrigoyen (Université autonome de Madrid), Aurélie Cassette-Vermaut (Université de Lille), Nicolas Debarsy (Université d'Orléans) et Grégory Verdugo (Banque de France) pour leurs remarques et leurs conseils avisés sur les premières versions de ce numéro. Nous remercions particulièrement Maurice Catin et Michel Dimou (Université de Toulon) et la rédaction de la revue Région et Développement pour le soutien apporté à la réalisation de ce numéro.

Nous remercions aussi Camille Grivault, Ingénieur d'études au sein de l'équipe Économie-Territoires-Environnement du laboratoire LEDi (Université de Bourgogne), pour le travail préalable de mise en page et de relecture.